



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Unité Territoriale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Lille, le 20 JAN. 2012

AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Demandeur	CIBIE RECYCLAGE – DIVISION HARNES
Commune	HARNES
Objet	Récupération, stockage, traitement et broyage de déchets de métaux ferreux, de VHU et de tout objet en métal
Références	Transmission en date du 14/11/2011. Dossier déposé en préfecture par le demandeur le 09/11/2011.

En application du décret du 30 avril 2009 relatif à l'autorité compétente en matière d'environnement, prévue à l'article L.122-1 du code de l'environnement, le projet présenté ci-dessus est soumis à évaluation environnementale. L'avis porte sur l'étude d'impact du dossier réceptionné en préfecture le 09/11/2011, référencé «ENV1022 TF – version 3».

1. Présentation du projet:

La société CIBIE RECYCLAGE – DIVISION HARNES, Société par Actions Simplifiées, est un établissement secondaire de la société CIBIE RECYCLAGE (capital de 5 M€), filiale d'ALMETAL FRANCE, membre du groupe GALLOO. L'entreprise dispose du soutien d'un groupe international spécialisé dans la récupération et la revalorisation de métaux ferreux, de métaux non ferreux et des objets de consommation en fin de vie (véhicules hors d'usage, électroménager,...).

La société CIBIE RECYCLAGE – DIVISION HARNES emploiera 20 personnes.

Le projet, objet de la demande, porte sur un site nouveau de 49 097 m² : 42 665 m² sont loués à la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin et 6 432 m² sont loués aux ports de Lille. La société envisage d'exercer sur ce site l'activité principale de broyage de matières ferreuses.

Pour cela, elle réceptionnera et stockera des déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques ferreux, des véhicules hors d'usage dépollués, des déchets d'équipements électriques et électroniques dépollués, et de façon générale tout objet en métal. La société réceptionnera également des déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage afin de les dépolluer et de les broyer sur site.

Cette société envisage ainsi d'exercer les activités :

- de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage (au maximum 70 000 véhicules/an),
- de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux (stockage de pièces métalliques usagées),
- de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'Environnement (stockage de batteries au plomb, moteurs souillés aux hydrocarbures),
- de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 1771, 1780, 2781 et 2782. (le site disposera d'un broyeur qui en traitera 200 000 t/an et d'une cisaille qui traitera 50 000 t/an).

Le site fonctionnera du lundi au vendredi de 7h à 19h. Il sera également ouvert le samedi matin de 7h à 13h.

Les bâtiments présents sur site seront des bureaux (200 m²), un atelier (720m²), un auvent de dépollution (300 m²) ainsi qu'un bâtiment de stockage des résidus de broyage (3 600 m²).

Excepté au niveau des aménagements paysagers, la totalité du site sera imperméabilisée avec la mise en place d'une dalle béton.

Au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, le site, dont les activités sont précisées ci-dessus, relèvera globalement du régime de l'autorisation d'exploiter pour les rubriques 2712, 2713, 2718 et 2791 de la nomenclature.

Au regard du Plan d'occupation des sols, le site en projet qui occupe une partie des parcelles cadastrales n°605 et 606, est implanté en zone classée 21NAa, destinée à accueillir des établissements industriels. Des installations classées y sont admises à condition qu'il ne subsiste plus de risques importants pour la sécurité ou de nuisances inacceptables pour leur voisinage compte tenu des prescriptions réglementaires.

Le site retenu pour le projet, implanté au sein du parc d'activités de la Motte du Bois sur la commune de Harnes, a dans son voisinage immédiat des sites d'activités diverses.

Les habitations les plus proches seront situées à une distance d'environ 400 m du futur site.

2. Qualité de l'étude d'impact :

L'étude d'impact fournie dans le dossier de demande déposé par CIBIE RECYCLAGE – DIVISION HARNES est conforme à l'article R.512-8 du Code de l'Environnement qui en définit le contenu. Ainsi elle comporte une analyse de l'état initial du site et de son environnement, une analyse des effets directs et indirects, permanents et temporaires sur son environnement, ainsi que les mesures prévues pour supprimer, limiter et, si possible, compenser les inconvénients du projet.

2.1 Résumé non technique

Le résumé non technique du dossier, produit conformément au paragraphe III de l'article L.512-8 du code de l'environnement, synthétise correctement les enjeux, impacts et mesures mises en œuvre pour limiter les impacts de l'installation sur l'environnement.

2.2 État initial, analyse des effets et mesures envisagées

Par rapport aux enjeux présentés, le dossier a bien appréhendé, de manière proportionnée, l'état initial du site. Il présente une analyse juste des impacts du projet sur les différentes composantes environnementales : il s'agit pour l'essentiel, des thématiques eau, air, bruits, sols, déchets.

2.2.1 Eau

Consommation :

L'eau qui sera utilisée sur site proviendra du réseau public d'alimentation en eau potable et des eaux pluviales de toiture collectées au niveau des bâtiments et stockées dans des citernes enterrées d'un volume total de 100 m³.

Les usages de l'eau concerneront les sanitaires, le nettoyage du site et l'arrosage des voies de circulation, le lavage des véhicules, l'appoint en eau de l'installation de dépoussiérage du broyeur ainsi que d'éventuelles eaux d'extinction incendie.

Cette consommation est estimée de 3000 à 5000 m³/an.

Contextes hydrogéologique et hydrologique :

Au sens de la Directive Cadre sur l'Eau, la masse d'eau souterraine concernée au droit du projet CIBIE RECYCLAGE – DIVISION HARNES, est celle de « *la Craie de la vallée de la Deûle* ». *La qualité globale des eaux souterraines du Bassin Artois-Picardie n'est actuellement pas mesurée. Le SDAGE du bassin Artois -Picardie indique que la qualité globale de la nappe de la craie de la vallée de la Deûle était mauvaise en 2008.*

Le futur site se situe en dehors de tout périmètre de protection rapprochée et éloignée des différents captages d'alimentation en eau potable. Les captages d'eau les plus proches sont situés à 2 km du site objet de la demande.

La cohérence avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Artois-Picardie pour la période 2010-2015 a été examinée dans le dossier. La conception du site, les conditions d'exploitation et les différentes mesures qui seront observées par le demandeur (voir ci-dessous), permettent d'établir la compatibilité du projet avec ce document de planification.

Rejets et mesures observées par le demandeur :

Les stockages potentiellement polluants seront stockés sur rétention (batteries dans des bennes étanches, bacs de rétention pour les huiles de l'atelier,...) dans des zones spécifiques.

La totalité du site exploité sera imperméabilisée pour prévenir toute infiltration dans le sol. La dalle béton sera conçue de telle manière qu'elle captera la totalité des effluents liés au ruissellement des eaux pluviales. Ces eaux seront traitées sur site avant rejet dans le réseau de la communauté.

La dépollution des véhicules hors d'usage et des déchets d'équipements électriques et électroniques sera réalisée dans des bâtiments couverts et sur dalle bétonnée.

Le projet n'engendrera aucun rejet par infiltration, aucun captage d'eau ne sera effectué.

Les installations ne rejettent pas d'eaux industrielles. Les seuls rejets sont les rejets d'eaux usées domestiques, les rejets d'eaux pluviales de voiries et de toitures et les rejets d'eaux d'entretien du site (lavage véhicule, arrosage,...).

Le réseau de collecte du site en projet est de type séparatif eaux usées/eaux pluviales.

Les eaux usées sanitaires seront collectées au niveau des bureaux, iront vers le réseau séparatif de la collectivité qui est raccordé sur la station d'épuration urbaine de Fouquières-Lens.

Les eaux pluviales de ruissellement et les eaux issues de l'entretien du site seront collectées par le réseau pluvial du site et acheminées vers un traitement sur site (bassin de décantation, débourbeur/déshuileur, bassin de rétention des eaux avec un débit de fuite de 3l/s/ha) avant rejet vers le réseau collectif.

Les eaux pluviales de toitures de l'ensemble des bâtiments du site seront collectées dans des citernes enterrées d'un volume total de 100 m³. Elles seront utilisées pour le nettoyage des locaux, besoins domestiques, le lavage des véhicules, l'installation de dépoussiérage du broyeur (en appoint), l'arrosage des voiries. Le trop-plein de ces cuves sera évacué vers un bassin de rétention spécifique avant rejet au milieu naturel (canal de la Deûle).

En cas d'incendie, les eaux d'extinction seront collectées par le réseau pluvial du site, confinées par le bassin de décantation ou rétention après fermeture d'une vanne de barrage en aval ou arrêt des pompes de refoulement.

2.2.2 Air

L'activité du futur site sera à l'origine de faibles rejets atmosphériques, que sont les rejets canalisés du broyeur, les poussières provenant des matériaux stockés et les gaz d'échappement provenant des engins du site et des camions d'approvisionnement et d'expédition.

Le broyeur disposera d'installations de captation et de dépoussiérage pour traiter les poussières provenant du broyage des matières.

Les voies de circulation seront arrosées régulièrement, la vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h sur le site et les poids-lourds en attente de chargement auront pour consigne d'arrêter leur moteur. A noter l'utilisation de la voie fluviale pour une partie des expéditions ce qui limitera le trafic routier.

L'impact, en terme de rejets atmosphériques, sera donc limité.

2.2.3 Bruits et vibrations

Le futur site sera implanté au sein du parc d'activité de la Motte du Bois dans un secteur destiné à accueillir les entrepôts ainsi que les constructions à usage industriel ou de services liées au transport fluvial. Les habitations les plus proches seront situées au Nord Ouest du site à environ 400 m de la limite de propriété Nord du site.

Des mesures de bruit ont été réalisées pour caractériser l'état initial au droit du site sur le plan sonore. Le site fonctionnera du lundi au vendredi de 7h00 à 19h et le samedi matin de 7h à 13h.

Les principales sources d'impact sonore qui résulteront des activités sont liées à la circulation des véhicules poids-lourds, au broyeur, à la cisaille, à la manipulation des matériaux, aux engins de manutention et aux grues. Des phénomènes vibratoires pourraient résulter de la circulation des véhicules ainsi que du fonctionnement du broyeur et de la cisaille.

Ces différentes sources de bruit du futur site feront l'objet de mesures préventives :

- sources acoustiques potentielles (compresseur, atelier,...) placées dans des bâtiments,
- créations de murs et parois anti-bruit sur l'installation de broyage.

La mise en place d'un merlon végétalisé en limite de propriété permettra également de diminuer l'impact sonore du site.

Quant aux phénomènes de vibration, ils seront diminués par la mise en place de systèmes anti-vibrations pour le broyeur et par des fondations anti-vibrations pour la cisaille.

L'efficacité des mesures prises pour la diminution des sources de bruit du futur site sera à vérifier via la réalisation d'une étude acoustique dès les 3 premiers mois d'activité du site.

2.2.4 Déchets

2.2.4.1 Acceptation des déchets sur site

Tout déchet réceptionné sur site fera l'objet de contrôles avant acceptation :

- * contrôle au poste de pesée
- * contrôle visuel
- * contrôle de la radioactivité

Une procédure sera établie pour la gestion des refus de déchets non conformes aux critères d'acceptation.

2.2.4.2 Déchets générés par les activités du site

Les déchets produits et sortant du site seront de 3 types : résidus du broyage, déchets produits par l'exploitation (boues du débourbeur, chiffons,...) et substances réglementées (des déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage).

Les déchets seront stockés dans des contenants fermés ou à l'abri d'intempéries. Les déchets issus de la dépollution des déchets d'équipements électriques et électroniques et des véhicules hors d'usage seront stockés dans des bennes ou bacs spécifiques.

La gestion des déchets sur site sera établie en respect des réglementations actuelles : les filières de traitement et d'élimination seront autorisées et le cas échéant, feront l'objet d'un agrément.

2.2.5 Transports

Le site sera desservi par la voie routière (départementale 917) et par la voie fluviale (canal de la Deûle). L'exploitant envisage un trafic total de 200 000 tonnes/an de matières à broyer.

Le volume du trafic routier représentera environ 140 rotations de véhicules par jour (120 poids-lourds et 20 véhicules légers) dont 100 rotations de poids-lourds pour environ 2 000 tonnes de matières à broyer ou à cisailier par jour (les 20 rotations de poids-lourds restant seront affectées aux résidus de broyage).

Le volume du trafic par voie fluviale (uniquement des expéditions) prévu sera d'environ 100 000 tonnes/an. Le trafic induit par CIBIE RECYCLAGE représentera 0,9 % du trafic de la route départementale D917.

Sur ce sujet, l'exploitant indique notamment les mesures suivantes qui seront observées : mise en place d'un sens de circulation, optimisation de la gestion des transferts, aucun stationnement hors du site.

2.2.6 Impact sanitaire

Aucun agent n'a été retenu pour l'évaluation des risques sanitaires dans le domaine de l'eau. L'impact sanitaire des effluents du site sur les populations pratiquant la pêche dans le canal ou consommant des végétaux ou animaux irrigués par l'eau du canal est considéré comme négligeable.

Les polluants rencontrés en sortie du broyeur ont été retenus dans le domaine de l'air. L'impact sanitaire est considéré comme acceptable pour les populations environnantes.

Du point de vue du bruit, du fait de l'éloignement des premières habitations et de la série de mesures prises pour limiter la propagation des émissions sonores, les niveaux de bruit en limite de propriété seront caractéristiques des bruits de conversation à voix assez haute ou de circulation.

Quant aux déchets, ils ne présenteront pas d'exposition avec les populations, d'où l'absence de risque sanitaire.

Au vu de l'évaluation du risque sanitaire traitant des domaines de l'eau, de l'air, du bruit et des déchets, il apparaît que l'impact sanitaire global du futur site sur les populations environnantes est acceptable.

2.2.7 Faune, flore, paysage

L'établissement est situé dans un parc d'activités industrielles. Le futur site était occupé jusqu'à présent par des surfaces agricoles exploitées.

Le site d'implantation ne se trouve pas dans une zone naturelle protégée : la zone Natura 2000 la plus proche se situe à 7 km du site, les zones protégées les plus proches sont des ZNIEFF situées à plus de 1,67 km du site.

A noter que dans le cadre du projet d'extension du parc d'activités de la Motte du bois, la communauté d'agglomération de Lens Liévin a réalisé une étude d'impact sur l'environnement. Dans le cadre de cette étude, des inventaires faunistiques et floristiques ont été réalisés. Au vu de ces inventaires, le futur site de CIBIE RECYCLAGE – DIVISION HARNES n'est pas situé dans un secteur à enjeu pour la faune et la flore.

L'implantation du projet dans un parc d'activité ne laisse pas craindre d'impact notable sur la faune ou la flore.

En limite de propriété du futur site sera implanté un merlon végétalisé d'une largeur de 5 m et planté d'arbres d'essence locale. Le porteur du projet s'est engagé à ce que les bâtiments soient conçus de manière à bien s'intégrer dans le paysage.

2.2.8 Sols - Sous sol

Afin de prévenir toute pollution des sols, la totalité du site exploité par la société CIBIE RECYCLAGE sera imperméabilisée prévenant ainsi toute infiltration dans le sol. La dalle béton sera conçue de telle manière qu'elle captera la totalité des effluents liés au ruissellement des eaux pluviales de l'établissement.

2.2.9 Conclusions de l'étude d'impact

L'étude d'impact est correctement réalisée, adaptée aux enjeux présentés par le projet sur le plan environnemental. Pour chacune des composantes environnementales analysées, elle présente de manière adaptée les dispositions qui seront observées pour prévenir ou réduire les impacts potentiels des différentes activités qui seront exercées.

2.3 Justification du projet notamment du point de vue des préoccupations d'environnement

Dans le cadre des enjeux nationaux de valorisation des déchets et dans le cadre du développement de ses activités de récupération, traitement et valorisation de tout objet en métal, le groupe GALLOO a décidé de créer sur la commune de Harnes un site qui sera exploité par CIBIE RECYCLAGE – DIVISION HARNES.

L'implantation de ce nouveau site présente plusieurs intérêts :

- être localisé au sein d'un parc d'activités regroupant déjà de nombreuses activités industrielles notamment dans le secteur du déchet (SEVIA, PAPREC, RAMERY ENVIRONNEMENT),

- pouvoir disposer d'un quai de chargement sur le canal de la Deûle permettant l'utilisation de la voie fluviale comme mode d'expédition des matières traitées. La société prévoit d'expédier 50% des matières reçues et broyées sur le site (100 000 tonnes/an) par voie fluviale vers d'autres sites du groupe GALLOO et vers des clients. Cela permettra ainsi de réduire de 50% le trafic des camions pour les expéditions des matières broyées et les nuisances associées (émissions de gaz à effet de serre, bruit,...),

- la valorisation de déchets,

- la création d'une vingtaine d'emplois.

3. Étude de dangers:

L'étude de danger fournie est conforme à l'article R.512-9 du Code de l'Environnement qui en définit le contenu. Ainsi elle précise les incidences sur l'environnement physique et humain qu'aurait un accident ou un incident majeur sur le périmètre de l'installation.

L'étude comporte une caractérisation des risques associés aux activités, qu'ils soient d'origine interne, externe où liés à l'abandon du site en fin d'exploitation.

3.1 Résumé non technique, représentation cartographique

L'étude de dangers contient un résumé non technique de son contenu faisant apparaître la situation prévisionnelle résultant de l'analyse des risques sous une forme didactique et aisément accessible au public.

3.2 Estimation des conséquences de la concrétisation des dangers

L'étude de dangers permet une bonne appréhension de la vulnérabilité de la zone concernée par les installations dans la mesure où les enjeux sont correctement décrits.

3.3 Accidents et incidents survenus, accidentologie

Les événements pertinents relatifs à la sûreté de fonctionnement survenus sur d'autres sites mettant en œuvre des installations, des substances et des procédés comparables ont été recensés.

3.4 Etude détaillée de réduction des risques

Une étude de réduction des risques a été menée. Elle s'est traduite par la mise en place de différentes mesures préventives permettant de diminuer les risques.

Ces mesures sont de différents types :

- Mesures constructives et équipements (bâtiments constitués de matériaux incombustibles, toitures avec exutoires de fumées, dispositifs anti-intrusion, paratonnerre,...)
- Mesures préventives organisationnelles (formation des personnels, consignes d'exploitation, consignes de sécurité...)

Afin de garantir le confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie, le bâtiment sera aménagé pour disposer d'une capacité de rétention de 646 m³ (à laquelle peut s'ajouter un second bassin de 216 m³).

Le débit d'eau requis pour l'extinction d'un incendie est de 60 m³/h. Le demandeur précise que la ressource en eau est assurée par les 6 poteaux incendie du site qui disposeront d'un débit de 60 m³/h , 2 aires de pompage normalisées en bordure du canal de la Deûle et du poteau incendie public situé près de l'entrée du site.

A noter que le broyeur disposera d'un système d'extinction automatique.

3.5 Quantification et hiérarchisation des différents scénarios

L'étude de dangers ainsi faite est conforme à l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. A ce titre, l'étude de dangers expose clairement les phénomènes dangereux que les installations sont susceptibles de générer en présentant, pour chaque phénomène, les informations relatives aux classes de probabilité d'occurrence, aux distances d'effets, et au caractère lent ou rapide des phénomènes mentionnés.

Aucun des scénarios identifiés :

- Incendie du stockage de véhicules hors d'usages non dépollués,
- Incendie du stockage de pneumatiques retirés des véhicules hors d'usages.

ne donne lieu à un accident majeur.

3.6 Conclusion sur l'étude de dangers

L'étude de dangers est développée proportionnellement aux potentiels de dangers présentés par les installations et prend convenablement en compte la situation du projet dans son environnement.

4. Prise en compte effective de l'environnement :

4.1 Aménagement du territoire :

Le projet n'aura pas d'impact à ce titre compte tenu de l'implantation de ce site au sein d'un parc d'activités.

4.2 Transports et déplacements :

La zone d'implantation dispose d'un raccordement direct aux grands axes de circulation ce qui permet de ne pas encombrer les petits axes de circulation. L'implantation géographique de l'établissement permet l'utilisation de la voie fluviale (péniches sur le canal de la Deûle). Les métaux seront acheminés sur le site essentiellement par voie routière. La zone d'approvisionnement sera principalement située dans un rayon de 50 km autour du site. La société prévoit d'expédier 50% des matières reçues et broyées par voie fluviale. Les matières entrantes se feront essentiellement par voie routière (la voie fluviale sera utilisée en entrée de façon ponctuelle).

4.3 Biodiversité :

L'implantation de cet établissement se fera dans un parc d'activités qui dans le cadre de son projet d'extension a déjà traité les enjeux liés à la biodiversité. Le projet est localisé sur un site actuellement à usage agricole, dans un parc d'activités industrielles affichant un faible potentiel écologique. De par cette implantation et de par la nature des activités qui seront exercées, le projet n'est pas de nature à générer des impacts importants sur la biodiversité.

4.4 Émissions de gaz à effet de serre:

Les activités qui seront exercées sur le futur site ne consommeront que très peu d'énergie et généreront très peu de gaz à effet de serre, ces derniers seront en effet principalement liés à la circulation des camions de chargement et déchargement des déchets.

4.5 Environnement et Santé :

L'étude sanitaire figurant au dossier démontre que l'impact sanitaire de l'installation peut être considéré comme acceptable en terme d'effets chroniques ou en termes d'effets cancérigènes à l'encontre des populations environnantes ou du personnel.

4.6 Gestion de l'eau :

L'établissement sera alimenté en eau de ville et de par son activité, ne consommera pas une quantité importante d'eau. L'eau servira principalement aux besoins domestiques du personnel sur le site, au nettoyage du site, à l'arrosage des voies de circulation en cas de période sèche et au lavage des véhicules. Un appoint d'eau pourra être utilisé pour l'installation de dépoussiérage du broyeur.

Les eaux usées seront acheminées vers la station d'épuration de Fouquières Les Lens.

Les eaux pluviales de toiture seront récupérées dans une citerne pour les besoins en eau du site.

Les eaux pluviales de ruissellement seront collectées, rejoindront un bassin de décantation équipé d'une lame siphonide, passeront dans un débourbeur/déshuileur avant d'arriver dans un bassin de rétention séparé en 2 compartiments. L'exutoire de ces eaux sera la station d'épuration de Fouquières-Les-Lens.

5. CONCLUSION GENERALE

Le dossier concerne la demande d'autorisation d'exploiter un nouveau site de récupération, stockage, traitement et broyage de déchets de métaux ferreux, de véhicules hors d'usages et de tout objet en métal dans le parc d'activités de la Motte du Bois à Harnes.

Au regard de l'implantation du projet en zone d'activités, les principaux risques et enjeux environnementaux liés au projet ont été identifiés dans l'étude d'impact et l'étude des dangers. Les mesures de prévention et de compensation proposées par le demandeur sont présentées dans le dossier et cohérentes avec les incidences du projet ainsi étudiées. On peut citer à titre d'exemple :

- la récupération des eaux pluviales de toiture pour les besoins du site et le traitement des eaux pluviales de ruissellement
- l'implantation de l'unité de dépollution des véhicules à l'intérieur d'un bâtiment et sur rétention
- la totalité de la superficie du site exploité imperméabilisée avec la réalisation d'une dalle béton
- la mise en place d'un merlon végétalisé d'une largeur de 5 mètres
- l'aspiration et la captation des poussières du broyeur
- la mise en place de protections phoniques sur le broyeur
- des mesures de prévention et protection adaptées contre les risques d'incendie.

En conclusion, compte tenu de la nature des activités qui seront exercées et de l'implantation du projet, les études réalisées par le demandeur ainsi que la prise en compte de l'environnement sont jugées suffisantes par l'autorité environnementale.

Pour le Préfet de la région Nord – Pas-de-Calais
et par délégation,
le Directeur Régional de l'Aménagement,
de l'Environnement et du Logement,



Michel PASCAL